

1,5 milliard de plus pour l'eau des Premières Nations

Dossier de la rédaction de H2o
December 2020

Services aux Autochtones Canada (SAC) fait un constat d'échec, estimant que le gouvernement ratera sa cible en matière d'offre d'eau potable à toutes les communautés autochtones du pays d'ici mars 2021. "C'était une échéance ambitieuse d'abord", a déclaré le ministre Marc Miller faisant son mea culpa : "Bien que les raisons de ce retard soient nombreuses, je tiens à dire aussi clairement que possible qu'en fin de compte, c'est moi qui en porte la responsabilité et que j'ai le devoir de faire ce qu'il faut." Le gouvernement libéral a précédemment engagé plus de 2,1 milliards de dollars pour construire et réparer les infrastructures d'eau et d'assainissement, et pour gérer et entretenir les systèmes existants dans les réserves. Plus de 1,6 milliard de dollars de ces fonds ont déjà été alloués à la fin du mois de juin. Le ministre Marc Miller s'engage aujourd'hui à dépenser une somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars pour achever le programme. Actuellement, 59 avis demandant aux Autochtones des réserves de faire bouillir leur eau sont toujours en vigueur dans 41 communautés. Le ministre responsable a expliqué que la tâche du gouvernement n'est plus uniquement de répondre à des situations d'urgence, mais aussi de planifier à long terme un meilleur assainissement de l'eau potable dans les réserves. L'investissement nouveau de 1,5 milliard est donc destiné à aider les Autochtones dans trois domaines-clés : l'investissement dans les infrastructures ; la maintenance ; enfin, la formation des opérateurs de stations de traitement qui devrait recevoir une enveloppe d'un peu plus de 600 millions de dollars sur six ans.

Le chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Perry Bellegarde, a salué le nouveau financement comme étant un pas dans la bonne direction, mais a averti que des ressources supplémentaires seraient nécessaires dans les budgets futurs. "L'accès à l'eau potable est un droit fondamental", a déclaré M. Bellegarde. "Ce n'est pas juste que dans un pays riche comme le Canada, vous ne puissiez toujours pas ouvrir les robinets pour l'eau potable." Des familles au sein des réserves autochtones ont affirmé dans le passé qu'elles limitaient le nombre de bains ou de douches que prenaient leurs enfants afin d'éviter l'exposition à de l'eau insalubre. La situation du manque d'accès à l'eau potable a été documentée en 2016 par l'organisme Human Rights Watch (HRW) après une enquête dans cinq communautés de la province de l'Ontario. L'ONG avait documenté diverses graves infections de la peau associées à la qualité de l'eau disponible dans les réserves.

Stéphane Parent - À RCI avec CBC News et Radio-Canada